Mandat d'arrêt de la CPI contre le président soudanais

@rib News, 05/03/2009 â€“ Source Reuters La Cour ponale internationale a mis mercredi un mandat d'arrat contre le prsident du Soudan, Omar Hassan al Bachir, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanit au Darfour, une dcision qui ranime les craintes de nouvelles violences en Afrique de l'Est. La CPI, qui a tabli sept chefs d'inculpation, dont ceux de meurtre et de dplacement forc de populations, a estim ne pas disposer d'lments suffisants pour retenir le chef d'accusation de gnocide. Le prsident soudanais est le personnage politique le plus important poursuivi par la CPI depuis sa cration en 2002.

L'mission de ce mandat d'arrat pourrait provoquer des troubles au Soudan et nuire aux espoirs de paix dans la rgion, au point que le dpartement d'Etat amricain a immdiatement ragi. En visite avec Hillary Clinton Jrusalem, le porte-parole du dpartement d'Etat, Robert Wood, a mis en garde contre d'ventuelles agressions contre les civils et les intrts trangers. Celles-ci "doivent tre vites et ne seront pas tolres", a-t-il dit, ajoutant toutefois que les Etats-Unis "estiment que ceux qui ont commis des atrocits doivent tre traduits en justice". Bachir, qui est au pouvoir depuis 20 ans, a rejet les accusations de la CPI estimant, par la voix d'un de ses conseillers s'exprimant la tlvision, qu'elles font partie d'un plan "no-colonialiste" occidental. "Ils peuvent le ravalier (leur mandat)", avait lanc Bachir ses partisans runis dans le nord du pays mardi. Des centaines de manifestants se sont rassembls dans le centre de Khartoum pour protester contre l'mission du mandat d'arrat de la CPI. Des responsables de l'ONU rapportent que la tension s'est galemment accrue au Darfour, et que des centaines de soldats soudanais ont dfil dans la capitale rgionale El Fasher pour procder une dmonstration de force. "Il semble qu'ils voulaient montrer la population qu'ils taient encore les matres de la situation (...). Le message tait 'Nous sommes l. Tenez-vous tranquilles'", a expliqu un reprsentant de l'ONU. Le Secrtaire gnral des Nations unies, Ban Ki-moon, a appel le gouvernement soudanais continuer de cooprer avec toutes les organisations de l'ONU et de garantir la scurit de leurs membres. "Les Nations unies vont poursuivre leurs oprations de paix, humanitaires, de dfense des droits de l'Homme et leurs activits de dveloppement au Soudan", prcise un communiqu. La Chine, l'Union africaine et la Ligue arabe ont laiss entendre qu'une inculpation du prsident soudanais pourrait dstabiliser la rgion, aggraver le conflit du Darfour, voire menacer l'accord de paix fragile conclu entre Khartoum et le Sud semi-autonome. "Bachir et son gouvernement islamique fondamentaliste ne renonceront jamais au pouvoir", a estim Abdel Wahed Mohamed Ahmed Al Nur, fondateur du mouvement rebelle de libration du Soudan. "Mais le Mouvement de libration du Soudan et ceux qui croient dans la justice et dans les droits de l'Homme sont prts le chasser du pouvoir par le soulvement populaire et cent autres moyens", a-t-il ajout. Le ministre gyptien des Affaires trangres, Ahmed Aboul Gheit, a appel le Conseil de scurit de l'ONU tenir "une session d'urgence" pour reporter le mandat d'arrat. De son ct, le Tchad voisin a opt pour une position de fermet et d'attente. "En tant que ministre tchadien des Droits de l'Homme, je prends acte de la dcision de la Cour ponale internationale et je suis pour l'application effective du droit", a dclar Abderamane Djasnabaille. Des responsables onusiens estiment qu'au moins 300.000 personnes sont mortes dans le conflit du Darfour depuis 2003. Khartoum parle de 10.000 tus. Environ 2,7 millions de personnes auraient t dplaces en raison des combats ns de l'opposition rebelles, principalement non-arabes, contre le gouvernement.